

PARTISAN

BULLETIN DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

LE BOYCOTT, POUR PRENDRE NOS AFFAIRES EN MAIN !

A chaque jour son lot de révélations, à chaque jour son scandale ! Et au-delà de Fillon et Le Pen, tous deux visés au premier chef, c'est toute la classe politique bourgeoise qui est totalement discréditée par la succession des « affaires ». C'est l'interminable feuilleton que nous donnent à voir en boucle les médias, jusqu'à l'écoeurement. Ça focalise sur les attitudes et les postures, les ralliements et les trahisons, ça l'emporte sur toute autre considération jusqu'à passer au crible les tenues vestimentaires... Et leurs programmes dans tout ça, quand est-ce qu'on en parle ?

Leurs programmes de campagne, avec toutes les nuances qu'ils comportent, ne sont que les différentes variantes des réponses aux besoins du capital qui s'imposent à tout gouvernement respectueux de l'économie capitaliste. Dans un contexte de crise et de guerre économique mondialisée, c'est nous imposer toujours plus de pénibilité et de précarité, c'est nous soumettre toujours plus au chômage, nous plonger toujours plus dans la misère, et c'est aussi toujours plus de violence contre nous dans les quartiers populaires et les usines pour qu'on se tienne tranquille.

Alors comment accepter que ceux-là même se gavent, trichent, magouillent... Ils se font prendre la main dans le sac et ne semblent pas voir le problème que ça pose ! Ce mépris envers nous, envers la vie qu'ils nous font, c'est ça le puissant ressort du rejet et du dégoût du système électoral, et c'est de ça que se nourrit l'abstention comme conséquence du pourrissement visible de la démocratie bourgeoise.

Sauf que la question posée par ces élections, ce n'est pas celle de la corruption, supposée ou réelle, du personnel politique. Non, ce qui est en jeu, comme à chaque échéance électorale, c'est l'abandon de notre force politique collective au profit de la désignation du représentant de la bourgeoisie.

C'est ça qui se cache derrière le vote. On nous confisque la parole, des spécialistes de tous poils parlent en notre nom, disent ce qui est bon pour nous et décident ce qu'il faut faire à notre place !

Le boycott, c'est amorcer le combat contre cette mainmise bourgeoise sur la société, c'est faire un pas vers la prise en mains de nos affaires. C'est refuser de se plier plus longtemps aux règles du jeu électoral où tu votes un jour et tu restes sur la touche le reste du temps. Le boycott c'est au contraire se sentir concerné par la société toute entière, son fonctionnement, ses évolutions. C'est être aux côtés des Sans-Papiers pour des papiers pour tous, c'est être aux côtés des migrants pour la liberté de circulation et d'installation, c'est être aux côtés des Roms, des jeunes des quartiers populaires pour l'égalité, contre le racisme et les discriminations, c'est être aux côtés des ouvriers en lutte contre les licenciements, la misère, pour un travail qui ne détruit plus le corps et l'esprit, c'est être aux côtés des chômeurs. Le boycott, c'est opposer un projet émancipateur et pour l'unité de tous les exploités face à la montée des idées réactionnaires qu'elles soient portées par le FN, par Fillon ou consort.

**BOYCOTT DES ÉLECTIONS, ORGANISONS-NOUS
CONTRE L'EXPLOITATION ET LA RÉPRESSION !**

VP - PARTISAN . ORG
CONTACT@VP - PARTISAN . ORG



 /OCMLVP  /OCMLVP
BP 122 93403 SAINT-OUEN

PARLEMENTARISME ET BOYCOTT

EN QUOI LE BOYCOTT SE DISTINGUE-T-IL DE L'ABSTENTION ?

Alors que l'abstention revêt le plus souvent un caractère de retrait indifférent, en mode « je ne suis pas concerné », « ce ne sont pas mes affaires », le boycott manifeste quant à lui le souci d'une intervention active et mobilisée, certainement pas indifférente.

Dans cette campagne, c'est bien de cela qu'il s'agit : affirmer que ce sont bien NOS affaires mais que la bourgeoisie se les approprie via le parlementarisme dans une séquence particulièrement caricaturale.

Le boycott, c'est refuser de se renfermer dans un désintérêt décourageant et défaitiste, et c'est affirmer au contraire la nécessité de reprendre nos affaires en main, par nous-mêmes, et d'agir. C'est coller des affiches et des autocollants, participer à des initiatives, des réunions..., que ce soit dans les entreprises, les quartiers. C'est participer au débat général sur les choix de société ouvert par les élections.

LE POURRISEMENT DE CETTE « DÉMOCRATIE » !

Il y a une spécificité ressentie, c'est qu'après Sarkozy, après Hollande, la loi travail, le projet de déchéance de nationalité, l'Etat d'Urgence permanent... tout va continuer comme avant – et pire – avec Le Pen, Macron ou autre. « Ils se foutent de nous », le système électoral est pourri, et plus encore avec les primaires qui gomment les différences entre programmes au profit du choix d'un leader pour gérer le capitalisme dans un consensus général contextuel. Le rejet du système électoral est bien plus massif qu'aux échéances précédentes ; il se nourrit de l'idée qu'ils sont tous pareils, que rien ne changera, que le contexte extérieur imposera ses lois, comme en Grèce avec Tsipras. On a voté depuis des décennies de crise, on a tout essayé et tout ne va qu'en s'aggravant.

Faire campagne pour le boycott, c'est intervenir activement sur ce rejet pour montrer la nécessité de rompre avec toutes les tendances du capitalisme politicien, plus ou moins réformiste, plus ou moins réactionnaire, plus ou moins radical.

« CE N'EST PAS PARCE QU'ON NE VOTE PAS QU'ON N'A RIEN À DIRE »

A ceux qui disent « Si tu ne votes pas, tu ne pourras rien dire après », nous répondons « Mais si tu votes, c'est pareil ! ». Le parlementarisme bourgeois, le système électoral, c'est justement laisser les bourgeois décider à notre place, c'est un leurre pour nous enfumer.

L'enjeu du boycott pour nous, c'est de savoir dire non à un moment donné pour décider par nous-mêmes de notre sort. C'est aussi l'occasion de faire le lien avec celles et ceux qui ne votent pas, les non-inscrits, les abstentionnistes, les étrangers et aussi les sans-papiers.

Ce n'est pas parce qu'on ne vote pas qu'on n'a rien à dire !

AUTOCOLLANTS, BANDEAUX, AFFICHES... MAIS AUSSI ARGUMENTAIRES, TRACTS ETC.

À TÉLÉCHARGER OU À COMMANDER EN LIGNE :



QUI SONT LES DIFFÉRENTS CANDIDATS ?

A l'extrême-gauche, Arthaud et Poutou se revendiquent de notre camp social. Mais ils portent tous les deux un programme dans la tradition trotskyste, programme qui mélange confusément revendications immédiates et mesures révolutionnaires, sans jamais indiquer clairement le chemin à suivre pour réaliser les unes et les autres. Arthaud se démarque négativement par son mépris pour tout ce qui n'est pas soi-disant dans le champs des luttes économiques, sous prétexte que trop parler de racisme ou d'écologie ce serait s'éloigner de l'intérêt ouvrier. Ces deux candidats appartiennent à des organisations qui, quoi qu'il arrive, ont décidé de présenter systématiquement des candidats aux élections, sans se soucier du discrédit du système politique bourgeois aux yeux des masses. Voilà pourquoi nous n'appelons pas à voter pour eux. Et sans non plus donner de perspectives claires. « Interdire les licenciements », « réquisitionner les entreprises »... d'accord, mais ça esquivent la question de qui a le pouvoir de le faire. Car il faut poser la question du renversement de la bourgeoisie. Pour LO et le NPA, revendiquer une loi pour interdire les licenciements encouragera les ouvriers à devenir révolutionnaires lorsqu'ils comprendront les limites d'une telle revendication sous le capitalisme. Mais ça ne marche pas comme ça. Il faut parler franchement à nos collègues et camarades des tâches politiques à accomplir, et ce n'est pas en renforçant d'abord les illusions envers ce qu'on peut obtenir sous le Capitalisme que l'on pourra ensuite plus facilement les faire tomber. Si un jour nous sommes assez forts pour obtenir l'interdiction des licenciements, c'est que l'enjeu ne sera déjà plus celui-ci, mais celui de prendre le pouvoir ! Il nous faut avoir notre propre Etat, prendre le pouvoir politique, pour mettre en œuvre ce que nous voulons.

Mélenchon, lui, contient 0% de lutte de classe. Son programme revient à vouloir relancer le capitalisme par la consommation et les subventions publiques ; pas à l'affronter. Il s'attache à présenter un programme crédible selon les règles du Capitalisme. Il veut sélectionner l'immigration en fonction des besoins de l'économie, et n'a pas hésité à dire lors du grand débat sur TFI qu'il souhaitait « rendre la France au peuple français » ; quelle honte de plagier de si près un slogan du FN ! Mélenchon est ce que nous appelons un social-impérialiste, avec un discours pseudo-social mais défendant au final un impérialisme français « insoumis ».

Benoit Hamon est celui qui veut sauver le PS de la faillite. C'est le sens de sa candidature : tenter

de ranimer un appareil politique discrédité. Pour cela, il met en avant quelques points de programme iconoclastes comme le Revenu universel. Hamon a un passif chargé de magouille et d'intimidation dans les coulisses des congrès du PS, et il a soutenu la nomination de Valls premier ministre ; il est bien un représentant de ce PS qu'on déteste. Il n'est pas dans la rupture ou dans le rejet vis-à-vis du gouvernement sortant. Il a salué le bilan du quinquennat de Hollande, alors que ces 5 dernières années ont été menées une politique anti-ouvrière et anti-populaire même plus dure que sous Sarkozy. Le candidat du PS a déjà signifié qu'il souhaitait rassembler largement derrière sa candidature pour obtenir une majorité. Manière de justifier le renoncement aux éléments les plus radicaux de son programme initial ! Avec Mélenchon, ils se disputent le leadership du réformisme, en cherchant une nouvelle manière de gagner le soutien de la petite-bourgeoisie à l'impérialisme français.

Passons plus vite sur ceux pour qui, de toute façon, la question ne se pose même pas d'appeler à voter pour eux. **Macron et Fillon se disputent la place de candidat officiel du grand Capital** ; il suffit de voir leur CV et ceux de leurs amis et conseillers. Le premier sous des allures de Droite moderne, tolérante et un peu sociale, mais au final tout aussi déterminée à nous faire suer ; le second sous celles du conservatisme catholique et ultralibéral. Marine Le Pen, c'est bien sûr la démagogie au service de la réaction la plus totale, en jouant sur deux cordes, la xénophobie et la posture anti-système, avec un programme fourre-tout pour satisfaire à peu près toutes les couches sociales. **Quand à Dupont-Aignan, Asselineau, Cheminade ou Lassalle, ne nous y trompons pas** : sous des aspects folkloriques ou faussement progressistes, ce sont bien tous des candidats réactionnaires, avec chacun des accointances avérées avec l'extrême-droite.

MIEUX COMPRENDRE NOS DIFFÉRENCES AVEC LO ET LE NPA ?

Téléchargez notre brochure sur la "Critique du programme de transition" sur vp-partisan.org ou :



LES MIRAGES DU PATRIOTISME ÉCONOMIQUE...

La mode est à la patrie, au souverainisme, à la préférence nationale. Jusqu'au ridicule de la dite « Clause Molière », soi-disant pour imposer l'usage du français sur les chantiers... Et on va imposer aussi l'usage du français dans les Conseils d'Administration ? Le patriotisme se répand sournoisement. L'idée simple que face au chômage et aux délocalisations, il faut donner la priorité à « La France et aux Français ».

Le problème c'est que c'est archi-faux.

Pour les immigrés, voilà 40 ans que les lois anti-ouvrières s'enchaînent les unes derrière les autres, et la seule chose que cela a produit, c'est des sans-papiers qui travaillent illégalement pour un salaire de misère, et les travailleurs détachés qui ne vivent guère mieux. Les lois anti-immigrés sont d'abord des lois anti-ouvrières, plus de précarité, plus de misère, qui se couvrent maintenant d'un vernis ouvertement raciste (clause Molière) dans la démagogie politicienne. Voilà 40 ans qu'on s'attaque aux immigrés, et chacun voit bien qu'ils ne sont pas responsables de la crise...

Pour les entreprises, le patriotisme économique n'a aucun sens. Aucun. D'abord parce que les capitalistes actionnaires sont complètement internationalisés, via les accords croisés, les fonds de pension, même pour ces supposés « fleurons » français que sont PSA, EdF ou autre.

Ensuite parce que les capitalistes sont désormais totalement globalisés et mondialisés, ils jouent à l'échelle de la planète. Il y a les monopoles étrangers en France, comme Toyota, Mittal, Amazon, Bombardier, Unilever, Procter et Gamble, Bosch, Esso et bien d'autres. Il y a les monopoles français à l'étranger comme Dassault, Carrefour, Accor, Bolloré, Total, Vivendi, Bouygues, AREVA, Suez, L'Oréal et LVMH, Orange, EdF et GdF, Michelin, Renault et PSA, Saint-Gobain et Lafarge, Sanofi, BNP et Crédit Agricole et bien d'autres. Ces groupes n'existent pas sans la mondialisation...

Et la santé économique d'une entreprise, c'est sa santé à l'échelle de la planète, rien d'autre. C'est fini et bien fini l'époque de l'artisanat et du marché local !!!

Ce serait quoi la préférence nationale, le patriotisme économique ? Fermer les frontières, expulser les capitaux étrangers, expulser les immigrés ? On imagine quoi ? Evidemment les mesures de rétorsion, les Grecs en ont fait l'amère expérience.

Alors ? Et bien c'est l'illustration claire et nette que le capitalisme ne peut pas s'humaniser, ne peut pas revenir à l'échelle nationale, donner une quelconque préférence nationale. C'est un discours réactionnaire au sens propre (tourné vers un passé qui n'existe plus), qui ne nous entraîne que dans une impasse. A quoi rêve-t-on, à un capitalisme au service des travailleurs ?

C'est l'impasse du nationalisme et de la division, l'impasse du racisme ouvert, alors que l'heure est à l'internationalisme et à la solidarité mondiale des travailleurs, comme celle des syndicats de Renault avec les ouvriers turcs de Bursa, la solidarité avec les camarades tunisiennes de Latécoère, avec les camarades iraniens de PSA Iran-Khodro et ainsi de suite. C'est nous détourner des vrais raisons de la crise pour nous faire retourner contre des boucs émissaires qui n'y sont en fait pour rien.

Les capitalistes n'ont pas de frontières, pas de frontières pour les prolétaires !

Et ici même, c'est pour l'unité de la classe ouvrière contre l'ennemi commun, l'impérialisme international que nous nous battons. Français et Immigrés, avec ou sans papiers, un seul combat !

**LIBERTÉ DE CIRCULATION ET
ÉGALITÉ DES DROITS !**

**NON AU CAS PAR CAS,
RÉGULARISATION SANS CONDITION
DE TOUS LES SANS-PAPIERS !**

L'heure n'est pas au poison du souverainisme ou du patriotisme économique. L'heure est à nous regrouper, nous organiser pour un combat internationaliste, anti-raciste, pour la défense sans concessions des intérêts des travailleurs, sans tenter de rentrer dans la gestion du capital, sans rêver à humaniser une guerre économique mondialisée.

**LES PROLÉTAIRES
N'ONT PAS DE PATRIE !**

De Mélenchon à Le Pen,

L'IMPÉRIALISME C'EST LA GUERRE !

Ce que les candidats évitent de dire, c'est qu'il y a un point sur lequel ils sont presque unanimement d'accord : renforcer l'armée française. Hamon, Macron, Fillon et Le Pen (et Valls pendant la primaire) reprennent tous les quatre les préconisations de l'OTAN, selon laquelle le budget militaire de la France devrait atteindre 2% de son PIB (il oscille actuellement entre 1,5 et 1,8%). Mélenchon ne donne pas de chiffre, mais il est également pour augmenter le budget des armées. En fait, tous sont allés puiser leur eau dans le même puits, celui des experts impérialistes ; dans le domaine militaire, il faut être sérieux ! Aucun de ces candidats ne remet en cause le rôle de « gendarme de l'Afrique » joué par la France, et ils vantent la main-mise de la France sur ce continent en de doux euphémismes (« Francophonie », « Relation particulière »). Les trois premiers souhaitent même demander aux autres pays européens de contribuer aux dépenses militaires de la France, seule puissance en Europe à disposer d'une vraie capacité à projeter son armée à l'étranger. Mélenchon, lui, a soutenu les bombardements français en Libye décidés par Sarkozy...

Tous nous promettent la guerre extérieure, même ceux qui parlent d'accueil des réfugiés ! D'ailleurs, tous gardent le silence sur le sort de Georges Ibrahim Abdallah : le libérer, ce serait porter un coup aux intérêts

profonds de l'impérialisme français et de ses alliances. L'impérialisme, c'est la guerre : il n'y a que les naïfs pour croire que la concurrence entre puissances puisse rester cordiale et pacifique. Les impérialistes évitent de s'affronter directement, mais en Afrique, au Moyen-Orient, ils envahissent, attisent les conflits, arment les uns contre les autres. La France n'est pas la dernière à ce jeu : Rwanda, Côte d'Ivoire, Mali, Centrafrique, Libye, Syrie... La mondialisation capitaliste, au lieu d'encourager la paix, sème les guerres. Le Capitalisme engendre la violence à toutes les échelles. Quelqu'un qui soutient le militarisme et l'expansionnisme français ne peut pas appartenir à notre camp.

LIBÉRONS GEORGES ABDALLAH !

Georges Ibrahim Abdallah est un communiste libanais, militant de la cause palestinienne, enfermé en France depuis 1984 et libérable depuis 1999. L'État français utilise tous les prétextes pour le maintenir en détention car il refuse de renier son engagement politique et demeure encore aujourd'hui un militant communiste anti-impérialiste implacable ! Rejoignez la campagne de soutien !

Plus d'infos sur : liberonsgeorges.samizdat.net

Crimes policiers :

LA VRAIE NATURE DE CLASSE DE L'ÉTAT MISE À NU

Autre point commun : **tous ces candidats demandent plus de moyens pour la Police.** Alors, certains ont une touche qui se veut progressiste, comme rendre obligatoire le récépissé de contrôle d'identité (on a vu ce que ça a donné avec l'obligation d'afficher visiblement son matricule, qu'aucun policier ne respecte !), ou donner plus de cours de déontologie en Ecole de Police.

Mais les habitants des quartiers populaires, comme ceux qui ont manifesté leur colère contre la Loi El Khomri, eux, voient bien la vraie nature de la Police, quelque soit les pseudos mesures prises pour « rapprocher la Police de la population ». **La Police est avant tout un instrument d'oppression aux mains de l'Etat, lui-même au service du Capitalisme.** N'oublions pas que, quel que soit celui qui sera élu, cette Police restera la même, composée des mêmes individus, avec les mêmes idées dans la tête. Les gouvernements passent, mais les instruments

d'oppression et d'exploitation restent.

L'Etat, de manière général, est l'instrument d'oppression d'une classe sur une autre. Les crimes policiers ne font que mettre à nue sa vraie nature. Ces violences policières, l'Etat et les Capitalistes l'entretiennent car l'idéologie de mépris de classe, de racisme, de sexisme et d'homophobie répandue dans la Police leur est utile pour perpétuer notre exploitation et notre division.

Ce qui nous permet d'obtenir justice, ce ne sont ni les Juges ni les Ministres, c'est l'organisation et la mobilisation autonome des prolétaires, comme celle, exemplaire, de la famille d'Adama Traoré. **La Police bourgeoise et raciste doit être démantelée. Les différents candidats promettent de la renforcer. Mais il n'y aura jamais de bonne Police dans le système capitaliste :** De tous temps, la Police a été l'ennemie du prolétariat, et il ne peut en être autrement sans tout abattre.

ET ALORS, LA PÉNIBILITÉ, C'EST PAS BIENTÔT FINI ?

Mauvaise répartition des richesses, injustice des revenus explosifs de la bourgeoisie, pauvreté et misère chez les travailleurs et les chômeurs, voilà comment on nous décrit le capitalisme.

Avec bien sûr la recette simple pour corriger tout ça : prendre sur les profits des actionnaires, et organiser une meilleure répartition des richesses. Avec en prime la baisse du temps de travail et l'embauche des chômeurs. C'est en gros ce que proposent Mélenchon, Arthaud et Poutou, les candidats qui se disent proches du peuple et de la classe ouvrière.

Curieusement, ils ne parlent presque pas de la vie quotidienne de l'ouvrier, et même au-delà de larges secteurs de travailleurs, au boulot : les petits chefs arrogants, le stress et le harcèlement jusqu'au suicide, le travail posté ou la nuit, les cadences infernales (sur les chaînes de l'automobile comme à l'hôpital...), le bruit, les toxiques chimiques, les morts de l'amiante, le corps cassé par les TMS, la chaleur, les horaires de dingues, les morts au travail dans le BTP, l'intérim et ailleurs etc.

Bref ce qui fait le quotidien de notre vie d'exploités.

C'est tout ça qui nous fait dire que nous vivons dans un monde barbare, qui détruit vraiment le corps et l'esprit du prolétaire, qui casse la vie sociale, individualise et déshumanise toutes les relations sociales, qui robotise tout ce qui est « humain » dans l'homme...

Le capitalisme, ce n'est pas avant tout une mauvaise répartition des richesses et du travail (même si bien sûr c'est un aspect), **le capitalisme c'est d'abord l'extorsion de la plus-value pour les profits, dans la guerre économique mondialisée.** C'est le sang et la sueur du prolétaire – et ce n'est pas une image d'Épinal !

Alors, pour nous en face, ce n'est pas très compliqué, si on en reste à nos conditions de vie et de travail. Ce sont des revendications simples, compréhensibles par toutes et tous.

C'est l'interdiction du travail de nuit ou posté, du travail à la chaîne, c'est la diminution des cadences, le combat contre toutes les nuisances, c'est la reconnaissance de la pénibilité comme celle de l'amiante, un an de pré-retraite pour trois ans de travaux pénibles... Fondamentalement, c'est la « désintensification » du travail qui est au cœur de nos revendications.

Pour nous c'est à la fois le moyen le plus immédiat et le plus concret de lutte contre l'exploitation

aujourd'hui, et la manière d'indiquer le chemin de la société que nous voulons pour notre avenir. Nous voulons une production complètement transformée, au service de l'homme, complètement transformée pour nous rendre notre condition d'être humain, par exemple pour recomposer l'activité intellectuelle et l'activité manuelle, et pas la spécialiser de plus en plus, ouvriers et prolétaires exécutants d'un côté, ingénieurs et techniciens supérieurs décidants de l'autre... **Nos combats d'aujourd'hui doivent tracer notre futur à construire !**

Et nous n'avons pas oublié les 35h Aubry en 2000, cette loi qui a prétendu diminuer le temps de travail, mais qui a été accompagnée de toute une série de mesures pour récupérer en flexibilité, en intensité, en pénibilité, les gains de productivité nécessaires pour compenser – largement ! Rien d'étonnant si la productivité instantanée en France est une des plus élevées du monde ! Au prix de quels dégâts de pénibilité ?

ChacunE comprend bien qu'on touche là à un domaine « interdit » : celui de la compétitivité des entreprises, de la productivité du travail, celui de la concurrence mondiale avec les autres patrons, de la guerre économique capitaliste.

Et chacunE comprend donc qu'il faut choisir son camp : ou bien du côté du capital, de l'exploitation, éventuellement aménagée, ou bien du côté des prolétaires qui – littéralement – se tuent au travail.

De ce point de vue, pas grand-chose à se mettre sous la dent du côté des candidats, même ceux qui se disent les plus radicaux... **Serions-nous trop utopique ? Trop irréaliste ? Mais alors, quel avenir imaginent-ils tous pour nous ? Un capitalisme à visage humain, mais toujours vissés à la chaîne, en travail de nuit ? De cette société-là, on n'en veut pas !**

PATIENTS ET PERSONNELS EN DANGER ! MARRE D'UNE SANTÉ AU SERVICE DU CAPITALISME !

[...] L'accès à la santé devrait être un droit pour tous et toutes, ne devrait pas être une marchandise c'est vrai, ça devrait être élémentaire ! Mais ne nous berçons pas d'illusions, sous le capitalisme tout est profit et le secteur de la santé représente un enjeu bien trop lucratif. [...]

Notre déclaration en intégralité sur : <http://www.vp-partisan.org/article/732.html>

MAIS COMMENT BLOQUER LE PEN ?

Autour de nous, c'est un peu en mode panique. Les sondages (pour ce qu'ils valent) donnent tous Le Pen en tête, présente au deuxième tour, et l'hypothèse de son élection n'est plus totalement farfelue, même si elle est peu probable.

C'est pas pareil qu'en 2002, où l'hypothèse de l'élection de son père relevait de la science-fiction.

Alors, on fait quoi ?

L'arrivée du FN au pouvoir, ça fait peur à tout le monde. La réaction la plus noire, anti ouvrière et antipopulaire, doublée du racisme comme système de gouvernement, entre préférence nationale et patriotisme économique. Tout le monde se sent concerné, français ou étrangers, avec ou sans papiers, et tous les travailleurs comprennent la division qu'il amène – alors que l'heure est à l'unité contre l'exploitation, le racisme, la crise et la misère.

Mais il ne faut pas se laisser embarquer par la peur. Il faut prendre un peu de recul et réfléchir.

Beaucoup s'imaginent voter pour n'importe qui capable de l'empêcher d'arriver au pouvoir. Mélenchon, Hamon, Macron, et même Fillon se présentent comme des remparts contre Le Pen.

Mais nous tous, on voit bien ce qui se passe depuis des décennies : chaque nouveau gouvernement (quelle que soit son étiquette), fait pire que le précédent. C'est la crise du capitalisme qui impose ses règles à tous, quand on ne veut pas le détruire. La guerre économique impose les restructurations, la misère, la précarité, le chômage, la pénibilité etc. Et ça, quel que soit le gouvernement, celui qui arrive est pire que le précédent...

Le gouvernement Hollande/Valls/Macron/El Khomri a fait bien pire que Sarkozy/Fillon, ça c'est la réalité. Parce que la situation a évolué, s'est dégradée encore et qu'on nous a demandé toujours plus de sacrifices, à nous les travailleurs.

Alors, imaginer Fillon, Macron ou on ne sait qui comme rempart contre Le Pen, c'est une illusion... D'autant que beaucoup partagent des idées très proches, par exemple sur la préférence nationale et le patriotisme.

Ensuite, imaginons Le Pen présidente. De deux choses l'une, ou elle trouve une majorité de députés pour la soutenir, ou non. Mais dans les deux cas, on veut nous faire croire que c'est dans les élections qu'on va pouvoir la combattre. Vous y croyez vraiment, vous ? Nos camarades sans-papiers, voilà des années qu'ils

se battent, et ce qu'ils ont appris, c'est qu'on ne pouvait rien attendre d'une circulaire, d'une loi, d'une règle préfectorale : il n'y a que le rapport de forces. Nos camarades ouvriers dans les usines, ils savent bien qu'aucune loi ne peut les protéger de la guerre économique mondialisée, qu'il n'y a que le combat pour l'emploi, les salaires, contre la pénibilité qui compte. Les jeunes dans les quartiers populaires, ils savent ce qu'il faut penser de la police, des lois et de la justice. Ils savent qu'il n'y a que la mobilisation qui pèse.

L'hypothèse de Le Pen au pouvoir, ce n'est au final que le pire scénario de la tendance à la réaction que nous vivons. Et si cela devait se produire, la seule issue, le seul espoir, ce n'est pas un quelconque sauveur « moins pire », c'est d'en finir avec la peur, en finir avec remettre notre sort dans les mains des experts en politique qui nous sacrifieront toujours tôt ou tard. La seule issue, le seul espoir, c'est d'en finir avec la résignation, avec l'éparpillement et l'isolement, avec la peur, c'est de se regrouper, de réfléchir collectivement, de comprendre ce qui se passe avec lucidité et détermination, de s'organiser entre ouvriers, prolétaires, jeunes et moins jeunes, français ou immigrés, pour construire notre vrai outil dont nous avons besoin pour résister aujourd'hui, pour construire notre futur de demain : une organisation révolutionnaire par nous et pour nous, les prolétaires.

Le Pen, ce n'est pas dans les élections qu'on la combat. C'est sur le terrain politique, en conscience et en organisation, collectivement.

Ce n'est pas le plus simple, mais certainement plus efficace qu'imaginer résoudre quoi que ce soit en mettant un bulletin dans une urne...



La Commune de Paris et la Révolution russe,

FAIRE LES BILANS DU PASSÉ POUR CONSTRUIRE L'AVENIR !

Les candidats nous proposent tous des programmes pour améliorer plus ou moins le capitalisme. L'occasion de reparler un peu d'histoire, la nôtre...

Il y a 146 ans, les Communards, le peuple de Paris, chassaient les bourgeois et prenaient le pouvoir dans la capitale. La première expérience de pouvoir ouvrier. Elle ne dura pas longtemps, un peu plus de deux mois en 1871, finalement écrasée dans le sang par Thiers et la République. Et pourtant, cette brève expérience nous a apporté une multitude de leçons et d'expérience...

Il nous faut prendre le pouvoir, avoir notre propre État, les armes à la main, pour s'opposer à la bourgeoisie.

Les mesures sociales, avec le bouleversement en profondeur des règles établies, comme l'interdiction du travail de nuit, ou l'annulation pure et simple des loyers. L'élection des représentants au suffrage direct, et surtout la possibilité d'en changer à tout moment s'ils ne défendent plus correctement le peuple, c'est la « révocabilité ».

L'égalité pour les femmes, avec des exemples comme Louise Michel, l'internationalisme avec la participation des étrangers de toute nationalité...

La Commune de Paris, ce fut le premier exemple de tentative d'émancipation véritable pour le peuple, la première expérience d'État ouvrier. Elle a échoué par manque d'expérience, manque d'un quartier général (un parti) clairvoyant pour indiquer la voie à suivre (par exemple, l'or n'a pas été saisi...).

Mais moins de 50 ans plus tard, en 1917 – il y a exactement un siècle donc – nouvelle expérience en Russie, les soviets chassaient le tsar et une deuxième tentative d'État populaire commençait, avec le parti bolchevik et Lénine. Après des difficultés effroyables, la guerre, la guerre civile, la famine, les bolcheviks continuaient sur la voie ouverte par la Commune de Paris, mais à l'échelle de tout un pays. Pendant plus de

dix ans, ils ont tenté de construire un monde meilleur, et beaucoup a été fait :

- Le redressement économique et la fin de la misère
- L'égalité hommes/femmes
- Le système de santé et éducatif pour tous
- La paix et le progrès social en général

Mais cette deuxième expérience a échoué de nouveau. Cette fois pas du fait de l'intervention extérieure, quoique les impérialistes étaient enragés contre les bolcheviks. Non, l'échec est venu du pourrissement intérieur, de la transformation progressive des militants révolutionnaires en nouveaux bourgeois, du maintien de la division entre exploités (dans les entreprises, les ministères) et les exploités, du développement d'une nouvelle couche de cadres qui profitaient de leurs privilèges et de leurs places... Pour que l'URSS devienne finalement rapidement un capitalisme d'État, dont le processus de restauration s'achève dans les années 30.

Deuxième tentative, deuxième échec, mais là encore des leçons énormes pour les prolétaires. Leçons qui seront encore développées lors de la révolution chinoise et en particulier de la Grande Révolution Culturelle de 1966-1967, il y a cinquante ans.

L'avenir de la classe ouvrière et du peuple est à imaginer et à construire, dans le bilan des expériences passées, y compris et surtout des échecs. Il y a eu la Commune de Paris, la Russie des Soviets, la Révolution Chinoise, et l'avenir est maintenant entre nos mains, à nous, les travailleurs du monde entier.

De génération en génération, nous apprenons, nous comprenons, nous construisons le chemin de notre libération. Chemin qui n'a pas grand-chose à voir avec ce que nous proposent tous les candidats à cette élection...

Pour recevoir gratuitement



Inscrivez-vous à notre infolettre sur
VP-PARTISAN.ORG



**L'OCML Voie Prolétarienne,
ce que nous sommes :**

